

ARRÊTÉ
relatif à la mise en service d'une unité d'assemblage de cellules
pour la fabrication de batteries électriques
et à la mise à jour administrative des dispositions applicables aux installations
situées 1 rue JOHN DEERE à FLEURY-LES-AUBRAIS (45400)
et exploitées par la société JOHN DEERE

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d') " ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1999 autorisant la société JOHN DEERE à poursuivre ses activités de fabrication de moteur diesel dans son usine située à SARAN « la Foulonnerie » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2010 relatif à la mise à jour administrative des activités exercées par la société JOHN DEERE et l'autorisant à exploiter une fabrique de moteurs diesel dans son établissement implanté rue de la Tuilerie, au lieu-dit « La Foulonnerie » à SARAN ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU la transmission du 1^{er} décembre 2023, complétée en dernier lieu le 25 avril 2024 de la demande de modification des conditions d'exploiter les activités exercées situées 1 rue JOHN DEERE à FLEURY-LES-AUBRAIS (45400) et exploitées par la société JOHN DEERE ;

VU le rapport et les propositions du 30 avril 2024 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Loiret du 3 septembre 2024 ;

VU la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires le 27 septembre 2024 ;

VU la modification du porter à connaissance transmise le 22 novembre 2024 et les informations complémentaires transmises les 10 janvier et 31 janvier 2025 ;

VU le rapport et les propositions du 31 janvier 2025 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire ;

VU la transmission du projet d'arrêté modifié à l'exploitant ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

CONSIDERANT que le projet de modification n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique, en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet de modification n'est pas soumis à l'examen au cas par cas ;

CONSIDERANT que les locaux techniques et sociaux seront isolés des zones de production par des parois présentant des caractéristiques a minima REI 60 ;

CONSIDERANT que les mesures de réduction des risques sont prises par l'exploitant pour gérer un éventuel phénomène d'emballement thermique (immersion des modules ou des packs, zone de quarantaine, etc...);

CONSIDERANT qu'il ne sera exercé aucune activité de SAV relative aux batteries produites au sein de l'emprise de l'établissement ;

CONSIDERANT que les cellules arriveront chargées à maximum 30% de leur capacité de charge ;

CONSIDERANT que les modules et les packs fabriqués sont testés avec une charge maximale de 45 % ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apporter un niveau élevé de sécurité au niveau des postes de test des modules et des packs en prenant en compte les risques de dégagement de gaz dangereux et d'emballement thermique ;

CONSIDERANT que les modifications ont un caractère notable et non substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'ensemble des installations, dans le cadre des modifications rappelées ci-dessus, est doté d'un système d'extinction automatique d'un incendie ;

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser les dispositions applicables aux installations ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société JOHN DEERE, dont le siège social est situé 1 rue JOHN DEERE, à FLEURY-LES-AUBRAIS (45400), est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de moteurs, sise 1 rue JOHN DEERE, sur le territoire des communes de FLEURY-LES-AUBRAIS (45400) et de SARAN (X = 619 254,23 m ; Y = 6 761 682,82 m), sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et des arrêtés ministériels et préfectoraux susvisés, et du contenu des dossiers déposés ayant conduit à ces actes administratifs en ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions de ceux-ci. En particulier, l'exploitant respecte les dispositions précisées dans son dossier du 25 avril 2024 susvisé.

Article 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions de l'article :

- ⇒ 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont remplacées par les dispositions de l'article 1.2.1 du présent arrêté ;
- ⇒ 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont remplacées par les dispositions de l'article 1.2.2 du présent arrêté ;
- ⇒ 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont complétées par les dispositions de l'article 3.1.3 du présent arrêté ;
- ⇒ 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont remplacées par les dispositions de l'article 3.2.2 du présent arrêté ;
- ⇒ 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont remplacées par les dispositions de l'article 3.2.3 du présent arrêté ;
- ⇒ 7.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont remplacées par les dispositions de l'article 5.1. du présent article ;

- ⇒ 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont remplacées par les dispositions de l'article 5.4.4 du présent article
- ⇒ 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont complétées par les dispositions de l'article 5.7.2 du présent arrêté ;
- ⇒ 8.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont remplacées par les dispositions de l'article 4.1 du présent arrêté ;
- ⇒ 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont abrogées.

Les dispositions des titres 2 et 5, et des chapitres 9.2 (sauf les articles 9.2.1 et 9.2.3.2), 9.3 (sauf l'article 9.3.1) et 12.4 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2010 sont abrogées.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature Loi sur l'eau

Rubrique et alinéa	Clé	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère		Volume autorisé	
2931	-	A Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de). Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN	Production : 12 cellules d'essais. Engineering : 9 cellules d'essais.	Puissance mécanique totale	> 150	kW	5 140	kW
2560	1	E Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a et 3230-b.	Machines de travail des métaux	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	> 1000	kW	6 900	kW
2563	1	E Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.	14 machines à laver	Quantité de produit mise en œuvre dans le procédé	> 7 500	L	29 970	l
2565	2a	E Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Procédés utilisant des liquides.	1 bain de dégraissage de 5 000 litres 1 bain de conversion de 1 500 litres	Volume des cuves de traitement	> 1500	L	6 500	l
2940	2a	E Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (Pulvérisation, enduction...).	Cabine de peinture + four de cuisson	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre	> 100	kg/j	350	kg/j

Rubrique et alinéa		Clé	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère		Volume autorisé	
1185	2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et (fabrication, emploi, stockage). Emploi dans des équipements clos en exploitation. Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg		Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation	> 300	Kg	523	kg
1510	2c	DC	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes)		Volume	> 5 000 < 50000	m³	6 104	m³
			Dont papier, cartons ou matériaux combustibles analogues				650	m³	
2561	-	DC	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Machines/process : vilebrequin, machine de trempe par induction	-	-	-	-	-
2910	A2	DC	Combustion. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse	Chaudière bâtiment administratif : 560 kW Chaudières bât D1 : 1 453 et 1 163 kW	Puissance thermique nominale	> 1 < 20	M W	3	M W
2925	1	D	Accumulateurs (ateliers de charge d')		Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 50	kW	198	kW
2925	2	D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge))	4 bancs d'essai électriques 18 robots AVG	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 600	kW	604	kW
4734	2	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. Pour les autres stockages.	4 réservoirs de gazole d'une capacité unitaire de 50 m³ 1 réservoir de gazole d'une capacité unitaire de 1,5 m³ 1 réservoir de gazole d'une capacité unitaire de 1 m³ (extinction automatique)	Quantité totale susceptible d'être présente	> 50	T	203	t
2930	1	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.		Surface de l'atelier	≤ 2 000	m²	128	m²
4130	/	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	Acide nitrique : 1 litre Acid chlorhydrique : 1 litre	Quantité totale susceptible d'être présente	< 1 000	Kg	2	kg
4718	2	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).		Quantité totale susceptible d'être présente	< 6	T	835	kg
4719	-	NC	Acétylène (numéro CAS 74-86-2)		Quantité totale susceptible d'être présente	< 250	Kg	70,0	kg

Rubrique et alinéa	Clé	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4725	-	NC	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Quantité totale susceptible d'être présente	< 2	T 120,00 kg

A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)* ou NC (Non Classé)

(*) En application de l'article R.512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume ou quantité autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature IOTA suivantes:

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (opération)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Volume maximal et unité
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines	3 piézomètres	Ouvrages	-	-
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.	Réseau d'assainissement unitaire puis la Loire. Bassin d'infiltration.	Surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	> 20 ha	33.2 ha

A (Autorisation), D (Déclaration)

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
SARAN FLEURY-LES-AUBRAIS	Section AL – parcelles n°12, 19, 40 et 77 Section BN – parcelles n°4, 5, 22 et 33

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

Article 1.2.3 Statut de l'établissement

L'établissement n'est pas classé « seuil haut » ou « seuil bas », ni par dépassement direct, ni par règle de cumul, au titre des articles R.511-10 et R.511-11 du code de l'environnement.

Les activités exercées ne relèvent pas de la Directive IED.

CHAPITRE 1.3 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

Article 1.3.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par l'autorité préfectorale vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance de l'autorité préfectorale, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Article 1.3.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués à l'autorité préfectorale qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.3.3 Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.3.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.3.5 Changement d'exploitant

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Article 1.3.6 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie à l'autorité préfectorale la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

La notification précitée indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R.512-75-1 précité, des terrains concernés du site.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L.512-6-1 du code de l'environnement, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Le cas échéant, la notification précitée inclut la demande de report prévue à l'article R.512-39 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.4 REGLEMENTATION

Article 1.4.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, outre les arrêtés ministériels susvisés, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Textes
Arrêté ministériel du 23/01/97 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté ministériel du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
Arrêté ministériel du 20/11/17 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples

Article 1.4.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Article 2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

Article 2.2 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que résines échangeuses d'ions, manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, pièces d'usure, électrodes de mesures de pH, produits de neutralisation...

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Article 2.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PREvenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance de l'autorité préfectorale par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant :

- adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement ;
- décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 2.6.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 2.6.3 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe l'autorité préfectorale et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 14, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, le rapport de synthèses est transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.8 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

Article 2.8.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.3.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
Article 1.3.5	Changement d'exploitant	Dans les 3 mois suivant le transfert
Article 1.3.6	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 2.5.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
Chapitre 7	Autosurveillance des niveaux sonores	Un an au maximum après la mise en service de l'installation.
Article 3.3	Résultats d'autosurveillance	Pour les rejets aqueux, tous les mois
Article 2.9.1	Bilans et rapports annuels Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)

CHAPITRE 2.9 BILANS PERIODIQUES

Article 2.9.1 Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse à l'autorité préfectorale, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 3.1 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 3.1.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement) ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, etc. ;
- les eaux résiduaires après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine, les eaux de purge des groupes froids.

Article 3.1.2 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les séparateurs d'hydrocarbures sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.

En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'obturateur ou le flotteur fait l'objet d'un contrôle annuel.

8 équipements sont concernés : 1 au droit du quai Nord et 1 au droit du quai Ouest, 1 au droit du bâtiment R et 1 au droit du bâtiment D1, 1 sur le parking administratif, 1 sur le parking visiteur, 1 sur le parking Nord-Ouest et 1 sur le parking Poids-Lourds.

Article 3.1.3 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques définies à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2010. En complément, un point de rejet interne est identifié sous l'appellation N°4.

Point de rejet interne	N°4 vers le point de rejet n°2 défini à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2010
Coordonnées Lambert 93 (en m)	X = 618845,26 m et Y= 6761744,23 m
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Eaux souterraines (infiltration) et bassin de confinement (en cas de surverse)

CHAPITRE 3.2 CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur peut, en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.

Article 3.2.1 Dispositions générales

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 3.2.2 Rejets dans le réseau de la métropole

Absence d'utilisation du cadmium.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5. de l'APC du 12 mai 2010)

Débit de référence	Maximal journalier : 30 m ³ /j Moyen journalier : 25 m ³ /j	
Paramètres	Concentration moyenne (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/jour)
MES	90	2.25
DCO	1800	45
DBO5	800	20
Phosphore total	10	0.25
Azote total	100	2.5
AOX	1	0.0025
Hydrocarbures totaux	5	0.0125
Indice phénols	0.3	0.00075
Zinc et composés	2	0.005
Etain et composés	2	0.005

Nickel et composés	2	0.005
Plomb et composés	0.4	0.001
Cuivre et composés	1.5	0.00375
Aluminium et composés	5	0.0125
Argent et composés	0.5	0.00125
Fer, Aluminium et composés (en Fe et Al)	5	0.0125
Fluor et composées (en F)	5	0.0125

En complément, l'exploitant justifie de l'absence des composés mentionnés ci-dessus dans les rejets et lors de trois campagnes pour mettre fin à la surveillance de ce rejet.

Article 3.2.3 Eaux pluviales non polluées et susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °2 et 4 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.3.5. de l'APC du 12 mai 2010 et à l'article 3.1.3 du présent arrêté)

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
MES	35
DCO	90
DBO ₅	25
Phosphore total	2
Hydrocarbures Totaux	5

Article 3.2.4 Valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

CHAPITRE 3.3 AUTO SURVEILLANCE DES REJETS ET PRELEVEMENTS

Article 3.3.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé régulièrement et au moins mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.3.2 Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Autosurveillance assurée par l'exploitant		
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Méthode d'analyse
Eaux résiduelles après épuration issues du rejet interne N°3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 3.2.2.)			
Débit (exprimé en m³)	Continu	En continu	/
T°C	Continu	En continu	
pH	Continu	En continu	
MES	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	Norme(s) en vigueur ou tout document équivalent
DCO	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
DBO ₅	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
Azote total	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
Azote kjeldhal	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
Phosphore total	Moyen 24 heures	Mensuelle	
AOX	Moyen 24 heures	Mensuelle	
HCT	Moyen 24 heures	Mensuelle	
Indice phénols	Moyen 24 heures	Mensuelle	
Zinc et composés	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
Etain et composés	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
Nickel et composés	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
Plomb et composés	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
Cuivre et composés	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
Aluminium et composés	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	

Paramètres	Autosurveillance assurée par l'exploitant		
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Méthode d'analyse
Eaux résiduaires après épuration issues du rejet interne N°3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 3.2.2.)			
Argent et composés	Moyen 24 heures	Hebdomadaire	
Fer, Aluminium et composés (en Fe et Al)	Moyen 24 heures	Mensuelle	
Fluor et composées (en F)	Moyen 24 heures	Mensuelle	

Article 3.3.3 Mesures comparatives

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 14 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

pH	Trimestrielle
MES	Trimestrielle
DCO	Trimestrielle
DBO ₅	Trimestrielle
Azote total	Trimestrielle
Azote kjeldhal	Trimestrielle
Phosphore total	Trimestrielle
Zinc et composés	Trimestrielle
Etain et composés	Trimestrielle
Nickel et composés	Trimestrielle
Plomb et composés	Trimestrielle
Cuivre et composés	Trimestrielle
Aluminium et composés	Trimestrielle
Argent et composés	Trimestrielle
HCT	Trimestrielle
Indice phénols	Annuelle
AOX	Annuelle
Fluor et composées (en F)	Annuelle
Fer, Aluminium et composés (en Fe et Al)	Annuelle

TITRE 4 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 4.1 DISPOSITIONS GENERALES

L'utilisation de produit/mélange/substance à mention de danger H340, H341 halogénés, H350, H350i, H351, H360d et H360f est interdite, à l'exception du carburant utilisé pour l'essai des moteurs et le fonctionnement des groupes motopompe du système d'extinction automatique d'un incendie.

Article 4.1.1 Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier :

- les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site ;
- les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n°528/2012 (prescription à indiquer dans le cas d'un fabricant de produit biocides).

Article 4.1.2 Gestion des produits

Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).

La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Article 4.1.3 Etiquetages des substances et mélanges dangereux

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles :

- le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés ;
- les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

CHAPITRE 4.2 SUBSTANCES ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

Article 4.2.1 Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants,
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006,
- qu'il n'utilise pas sans autorisation les substances, telles quelles ou contenues dans un mélange, listées à l'annexe XIV du règlement n° 1907/2006 lorsque la sunset date est dépassée.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

Article 4.2.2 Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n° 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.2.3 Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Le cas échéant, il tiendra également à la disposition de l'inspection tous justificatifs démontrant la couverture de ses fournisseurs par cette autorisation ainsi que les éléments attestant de sa notification auprès de l'agence européenne des produits chimiques.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 4.2.4 Produits biocides – Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

TITRE 5 – PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Sans préjudice d'autres réglementations et des préconisations des constructeurs des matériels/équipements, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel/Équipement	Type de vérification ou essai	Fréquence minimale de contrôle	Personne / Organisme
Portails d'accès dont services de secours et d'incendie	Vérification (bon fonctionnement)	Semestrielle	Personne compétente ou société agréé
Sel de déneigement	Présence et suffisance du volume	Annuelle	Personne compétente
Tous les matériels de secours et d'extinction	Accessibilité et présence, état extérieur : contrôle visuel	Semestrielle	Personne compétente
Extincteurs	Maintien en conformité	Annuelle	Organisme agréé
Robineets d'incendie armés	Surveillance (accès et disponibilité, etc...)	Trimestrielle	Personne compétente ou organisme agréé
	Vérification préventive	Annuelle	Organisme agréé
Extinction automatique	Vérification (source d'eau, postes de contrôle, groupe motopompe, etc..)	Hebdomadaire	Personne compétente ou Organisme agréé
	Vérification (réservoirs, pompes ou surpresseur, réseau, groupe motopompe, poste de contrôle, écoulement de l'eau, etc..)	Semestrielle	Organisme agréé
	Entretien des moteurs diesel	Annuelle	Personne compétente ou organisme agréé
Poteaux, bouches incendie et système de refroidissement du container	Contrôle des débits (pour les PI et BI), contrôle visuel et d'étanchéité pour le système de refroidissement	Annuelle	Personne compétente ou organisme agréé
Détection incendie, dont les détections thermiques précoces et de gaz	Vérification fonctionnelle inspection visuelle	Semestrielle	Personne compétente ou organisme agréé
	Visite de maintenance	Annuelle	Personne compétente ou organisme agréé
Régulation de température de la zone de quarantaine (container)	Visite de maintenance	Annuelle	Personne compétente ou organisme agréé
Dispositifs d'alarme sonore et visuel (chaufferie, container, etc..)	Visite de maintenance	Annuelle	Personne compétente ou organisme agréé

Type de matériel/Équipement	Type de vérification ou essai	Fréquence minimale de contrôle	Personne / Organisme
Le cas échéant, ventilation/extracteur des postes de test des modules et des packs	Vérification préventive (bon fonctionnement, état des liaisons, accessibilité des commandes, etc...)	Annuelle	Personne compétente ou organisme agréé
Portes, clapets et trappons coupe-feu	Essai	Semestrielle	Personne compétente ou société agréé
	Vérification préventive (bon fonctionnement, etc...)	Annuelle	Personne compétente ou organisme agréé
Electricité	Contrôle des installations électriques	Annuelle	Organisme agréé
	Thermographie pour les installations TTS		
Foudre	Contrôle des installations	Annuelle	Organisme agréé
Disconnecteur (extinction automatique, TTS, réseau AEP)	Vérification préventive (bon fonctionnement, etc...)	Annuelle	Personne compétente ou organisme agréé
Séparateur d'hydrocarbures des eaux pluviales de voirie	Vérification (encrassement, bon fonctionnement de l'obturateur, etc...)	Semestrielle	Personne compétente ou société agréé
Obturateur ou flotteur du séparateur d'hydrocarbures	Contrôle d'étanchéité	Annuelle	Personne compétente ou société agréé
Dispositif d'isolement	Vérification (bon fonctionnement)	Semestrielle	Personne compétente ou société agréé
Marquage au sol	Contrôle visuel de l'état	Annuelle	Personne compétente
	Contrôle visuel de l'état du respect des consignes pour les bâtiments L et H	Trimestrielle	Personne compétente
Aérothermes et extraction d'air asservis (arrêt) à l'extinction automatique	Vérification (bon fonctionnement)	Semestrielle	Personne compétente ou société agréé

CHAPITRE 5.2 GENERALITES

Article 5.2.1. Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Il distingue 3 types de zones :

- les zones à risque permanent ou fréquent ;
- les zones à risque occasionnel ;
- les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :

- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas

susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :

- zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 5.2.2 Etat et localisation des stocks

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les déchets, les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Pour les :

- matières dangereuses, figurent a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées ;
- produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, figurent a minima les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition de l'autorité préfectorale, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

L'état des matières/substances/produits/mélanges est référencé dans le plan de défense incendie du site.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Article 5.2.3 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques d'envois de déchets, notamment lors de leur enlèvement mais aussi dans leur gestion usuelle par l'exploitant.

Article 5.2.4 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 5.2.5 Désenfumage

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Pour les toitures objet de travaux (rénovation, désamiantage, etc...), des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés.

CHAPITRE 5.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES POUR LES ACTIVITES EXERCEES DANS LE BATIMENT L

Aucune activité de SAV relative aux batteries fabriquées sur site n'est autorisée.

Article 5.3.1 Livraison et entreposage des cellules

La livraison des cellules est réalisée au quai Ouest, pour fournir les composants nécessaires à la production.

La quantité journalière livrée est au plus de 10 palettes de 10 400 cellules par équipe.

Les matières premières sont directement stockées près de la ligne de production au niveau du bâtiment L. Cette zone d'entreposage est matérialisée au sol.

Article 5.3.2 Ligne de soudure des composants

En sortie de ligne de soudure, les éléments sont déposés sur des robots AGV (Véhicule automatique guidé) pour être entreposés à proximité de la ligne. La quantité stockée correspond au plus à un en cours de production, c'est-à-dire au besoin pour une production d'une équipe, soit 10 palettes de 10 400 cellules. Cette zone d'entreposage est matérialisée au sol. Aucune matière combustible n'est entreposée à moins de 3 mètres de cette zone. Cette interdiction est également matérialisée.

L'analyse des risques d'incendie au niveau du poste de soudage laser et les mesures à mettre en œuvre qui en résultent sont formalisées dans un document tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.3.3 Ligne de création des modules

En sortie de ligne, les modules sont déposés sur robots AGV pour entreposage entre la ligne de module et la ligne de stock, avant utilisation. La quantité stockée correspond au plus à l'équivalent de 5h de production, soit au maximum 7 palettes. Cette zone d'entreposage est matérialisée au sol.

Article 5.3.4 Ligne d'assemblage des stacks

Après assemblage, les stacks sont testés par un contrôle tension avant d'être insérés dans son boîtier, puis déposés sur robots AGV en direction de la ligne des packs. En sortie de ligne « packs », une zone tampon pour au plus 3 batteries en attente de contrôle est présente. Cette zone d'entreposage est matérialisée au sol.

Article 5.3.5 Robots AVG

Une zone de chargement de 18 robots AGV est présente à proximité de la zone d'assemblage. Cette zone dispose :

- de capteurs thermiques précoces et redondants permettant de caractériser une élévation de température. Afin d'acquérir les données sur l'évolution des températures par rapport à la plage de fonctionnement normal, une mise en route progressive de l'installation de charge est organisée. Elle consiste notamment à :
 - procéder aux activités de charge lors de la présence des équipes. Préalablement à la fermeture de l'établissement, les batteries sont déconnectées de leurs points de charge ;
 - la surveillance toutes les heures de la température des batteries en charge et de leurs points de charge avec relevés. Ces données servent de référence pour calibrer les détecteurs installés pour un contrôle en continu ;
 - la mise en place / communication et formation à l'instruction de gestion des températures, avec plusieurs niveaux de réaction en fonction de l'évolution de la température. Les différents seuils d'alerte sont justifiés et complètent les mesures de sécurité définies par le fabricant ;
- de 2 RIA, disposés de telle sorte que la zone de charge puisse être attaquée simultanément par deux lances sous deux angles différents ;
- d'un parc d'extincteurs dont la typologie et l'adéquation du nombre sont justifiées ;

La zone est équipée d'un coupe-circuit et d'un coup de poing d'arrêt d'urgence.

Aucune charge combustible n'est présente dans un rayon de 10 mètres de la zone de charge. Deux marquages au sol distincts permettent d'identifier la zone de charge et la zone d'exclusion de tout combustible.

La formation du personnel à la gestion d'un feu de batteries est organisée et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Le personnel d'astreinte est également formé, y compris lorsque l'astreinte est assurée par un prestataire extérieur.

Durant une période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie, les activités de charge sans personnel sont interdites.

Article 5.3.6 Zone de test

Le test des modules est effectué dans une enceinte grillagée et dotée d'un système d'extinction incendie raccordé au système d'extinction automatique du site. Si requis selon les dispositions du présent article, le poste de test est équipé d'une ventilation pour capter les éventuels dégagements gazeux en cas d'emballlement thermique, et assurer leur rejet en toiture.

Le test des packs est effectué dans une enceinte grillagée et dotée d'un système d'extinction incendie raccordé au système d'extinction automatique du site. Si requis selon les dispositions du présent article, le poste de test est équipé d'une ventilation pour capter les éventuels dégagements gazeux en cas d'emballlement thermique, et assurer leur rejet en toiture.

L'exploitant prend toutes dispositions (conception, réalisation, maintenance) pour assurer que l'emballlement thermique des packs et modules ne puisse intervenir avant leur immersion intégrale dans un bac d'eau suffisamment dimensionné. En particulier, l'exploitant met en place une détection précoce des gaz émis avant que l'emballlement ne se produise. A défaut, il met en place une ventilation répondant aux exigences atmosphère explosive et permettant de capter les dégagements de gaz dangereux.

La mise en route de l'extraction, si la ventilation est requise, est asservie au démarrage de l'installation. L'air extrait est évacué par une canalisation en toiture. Le débouché à l'atmosphère est placé aussi loin que possible de toute source d'ignition et des bouches d'aspiration d'air extérieur.

Durant la phase de test, une surveillance continue de la température et de la tension des cellules est intégrée au process d'essai. Une caméra thermique contrôle la température en partie supérieure de l'ensemble des cellules pendant le test du module.

En cas d'élévation anormale de la température (maximum 60°C), la mise en sécurité de l'installation s'organise de la façon suivante :

- arrêt automatique instantané de l'essai ;
- dépose automatique du module dans un bac intégré dans l'enceinte de test ;
- remplissage automatique du bac en eau pour immersion complète du module dans un délai de 30 secondes. Le remplissage s'effectue sur le réseau incendie, suite au déclenchement par l'automatisme d'essai. L'arrêt du remplissage s'effectue à l'aide d'un capteur à ultrason ;
- évacuation du bac vers la zone de quarantaine (extérieur du bâtiment) par un équipier d'intervention doté d'un chariot élévateur.

L'exploitant fait procéder à une étude de fiabilité et une analyse des causes de défaillances possibles du dispositif de la chaîne de sécurité (dont le BMS ne peut faire partie) permettant d'assurer le basculement et l'immersion des modules (y compris l'automate de sécurité) avant emballage thermique et met en œuvre les conclusions de cette étude et de cette analyse avant la mise en service des postes de test des packs et modules. L'étude et l'analyse justifient le niveau SIL retenu pour l'automate de sécurité. L'étude et l'analyse susmentionnées sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

4 bacs à eau sont disponibles pour chaque type de zone de test. 2 en service et 2 en stock. Le bac est ouvert en partie haute.

L'évacuation des bacs à eau est réalisée par un chariot de manutention équipé d'un bouclier thermique assurant la protection du cariste.

Le personnel en charge de l'évacuation des modules/packs non conformes est formé à l'évacuation des bacs d'immersion, il a une parfaite connaissance des circuits d'évacuation, qui sont intégrés au plan de défense incendie et maintenus en permanence libres d'accès. L'exploitant doit s'assurer que deux agents formés à cette évacuation soient présents par équipe de production.

Article 5.3.7 Zone de quarantaine

Le container de mise en quarantaine est implanté à plus de 12 mètres du bâtiment L et à plus de 4 mètres du transformateur électrique. Sa capacité est d'un volume de 25 000 cellules ou 3 batteries finies.

Le site dispose de deux zones de quarantaine : l'une au nord d'un volume de 25 000 cellules ou 3 batteries finies et la seconde au sud pour les moyens de manutention.

Les quantités présentes sur zone sont connues et reportées dans l'état des stocks du site. Un seuil haut déclenche un mode de gestion dégradé des rebuts.

La zone de quarantaine prend la forme d'un conteneur d'une surface d'environ 12 m², isolé en panneaux REI90 (structure acier et panneaux laine de roche 100 mm) avec un bac de rétention intégré de 5 mm d'épaisseur.

Le container dispose :

- de capteurs de température redondants et de détecteurs de fumées redondants, avec un report au poste de sécurité en cas de défaut d'alarme, permettant de caractériser une élévation de température. Afin d'acquérir les données sur l'évolution des températures par rapport à la plage de fonctionnement normal, une mise en route progressive de l'installation de charge est organisée. Elle consiste notamment à :

- procéder aux activités de charge lors de la présence des équipes. Préalablement à la fermeture de l'établissement, les batteries sont déconnectées de leurs points de charge ;
 - la surveillance toutes les heures de la température des batteries en charge et de leurs points de charge avec relevés. Ces données servent de référence pour calibrer les détecteurs installés pour un contrôle en continu ;
 - la mise en place / communication et formation à l'instruction de gestion des températures, avec plusieurs niveaux de réaction en fonction de l'évolution de la température. Les différents seuils d'alerte sont justifiés et complètent les mesures de sécurité définies par le fabricant ;
- de dispositifs d'alerte sonore et visuelle à un emplacement permettant une identification de toute problématique (dont l'interdiction d'entrée) ;
 - d'un R.I.A. implanté à proximité du container. Il est utilisable en période de gel ;
 - d'un système de régulation de température situé à l'extérieur et se déclenchant si la température intérieure est supérieure à 40°C.

Le container est équipé d'un système de refroidissement non-automatique des modules par aspersion. L'alimentation en eau du système se fait par raccord DSP, implanté à plus de 5 mètres de la paroi du container. La connexion se fait à l'aide d'un tuyau incendie disponible dans les armoires incendies à proximité du container (à plus de 5 mètres des parois). La conduite d'alimentation est protégée contre les chocs. Le système est utilisable en période de gel. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant le dimensionnement du dispositif.

L'évacuation des eaux d'extinction ou de refroidissement se fait durant la phase de refroidissement ou d'extinction, afin d'éviter la génération d'hydrogène par hydrolyse de l'eau, lorsque les batteries sont immergées dans l'eau. Pour se faire, le container dispose d'un siphon d'évacuation des eaux de refroidissement ou d'extinction. Ces eaux sont collectées dans le réseau de collecte des eaux d'extinction en cas d'incendie existant. Aucun épandage de ces eaux sur la voirie n'est autorisé.

Article 5.3.8 Stockage de produits finis

Les produits finis sont entreposés au quai Nord, avant expédition. Jusqu'à 15 batteries au sol, représentant une superficie de 7 m², peuvent être entreposées au sol, dans une zone matérialisée. Une interdiction de présence de combustible dans un rayon de 10 mètres de la zone d'entreposage est également matérialisée.

Les batteries sont stockées à plat, sur un seul niveau. Les produits finis sont évacués régulièrement.

Le quai nord est doté :

- d'un système d'extinction automatique d'un incendie ;
- de capteurs thermiques précoces redondants permettant de caractériser une élévation de température. Afin d'acquérir les données sur l'évolution des températures par rapport à la plage de fonctionnement normal, une procédure de calibrage est définie. Elle consiste notamment à :
 - la surveillance toutes les heures de la température. Ces données servent de référence pour calibrer les détecteurs installés pour un contrôle en continu ;
 - la mise en place / communication et formation à l'instruction de gestion des températures, avec plusieurs niveaux de réaction en fonction de l'évolution de la température. Les différents seuils d'alerte sont justifiés et complètent les mesures de sécurité définies par le fabricant ;
- de 2 RIA, disposés de telle sorte que la zone de charge puisse être attaquée simultanément par deux lances sous deux angles différents.

Article 5.3.9 Bureaux et locaux sociaux

Une salle de pause et des sanitaires sont créés et répondent aux caractéristiques REI 60 (parois et ouvrants donnant sur la zone de production). Il en est de même des bureaux attenants. Les éventuels bureaux d'ateliers ne sont pas concernés.

Article 5.3.10 Limitation des risques de propagation d'incendie

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées et au service d'incendie et de secours avant la mise en service industrielle de l'activité au bâtiment L les dispositions passives ou dynamiques prises pour limiter les risques de propagation d'incendie :

- entre le bâtiment L et les bâtiments H et H1 ;
- entre l'aire de dépotage (cas d'un feu de nappe) et le bâtiment L.

Article 5.3.11 Accès au bâtiment pour les secours

L'accès au bâtiment L pour les équipes d'intervention du SDIS est assurée par au moins 2 ouvrants offrant une largeur de 1,80 m minimum et judicieusement répartis sur deux façades distinctes. Ces ouvrants sont constitués de blocs-portes à deux battants ou de portes sectionnelles.

CHAPITRE 5.4 DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS

Article 5.4.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation visées aux articles 5.2.1 et 5.4.3.1 (produits inflammables) et/ou recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques :

- sont conformes aux dispositions des articles R.557-7-1 à R.557-7-9 du code de l'environnement ;
- sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Article 5.4.2 Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015 pour les extensions) permettent de répondre aux exigences.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant. Il conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Le contrôle des installations électriques :

- est au moins annuel ;
- porte également, pour les installations de traitement de surface, sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont

réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont, en toute circonstance, éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Article 5.4.3 Systèmes de détection et extinction automatiques

Article 5.4.3.1 Système de détection incendie

En complément des dispositions prévues aux articles 5.3.5, 5.3.7 et 5.3.8 du présent arrêté, un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;
- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection :

- comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration ;
- actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

L'exploitant :

- dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps ;
- est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.4.3.2 Système d'extinction automatique

Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

Un plan récapitulatif de la protection sprinkler mise en place est présent dans le local poste et chaque poste est pourvu d'une plaque d'identification comprenant les informations suivantes :

- Zoning (découpage des zones par poste de contrôle) ;
- Besoins hydrauliques ;
- Surface par poste et nombre de sprinklers ;
- Emplacement des points tests de bout de ligne (points F) ;
- Emplacement des vannes de vidange (si existence de point bas) ;
- Présence des vannes de rinçage ;

- SIN, type et température des sprinklers installés, nombre de sprinklers.

Une formation incendie relative au fonctionnement de l'installation d'extinction automatique du personnel de l'établissement qui aura la charge du suivi de cette installation ou la charge d'intervenir en cas d'urgence est réalisée avant la mise en service de l'entrepôt. Elle est renouvelée tous les trois ans.

Article 5.4.4 Protection contre la foudre

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

Article 5.4.5 Postes de charge des batteries d'accumulateurs Lithium-Ion des équipements de manutention

Article 5.4.5.1 – Dispositions générales

L'exploitant assure le suivi de l'entretien et du remplacement du parc de batteries. Un plan de maintenance du parc chariot intégrant la gestion des batteries ainsi que leur remplacement est mis en place.

L'exploitant porte une vigilance particulière à l'état des batteries (choc, chute, déformation, écoulements...).

Un plan de formation du personnel est assuré et des consignes sont mises en place (fiche réflexe réagir en cas de choc batteries, chute, déformation et déversement).

La formation du personnel porte au moins sur les spécificités des batteries lithium-ion, leurs précautions d'utilisation et les procédures liées aux incidents/accidents d'exploitation. Sont identifiés au sein des équipes et selon leurs rotations des personnes ressources « risque lithium ».

Au moins une fois par an, le personnel participe à des exercices par des simulations d'application des consignes de sécurité établies, incluant un entraînement régulier au maniement des moyens de secours dédiés.

Une détection précoce avec alarme liée, des élévations anormales de température des batteries lors de leur chargement électrique, spécifiquement à la technologie de la batterie (température d'emballement spécifique), est assurée.

5.4.5.2 – Dispositions spécifiques aux postes de charge dans le bâtiment L

L'exploitant met en place des mesures passives d'isolement des appareils à leurs emplacements de charge. Cet objectif est atteint par un dispositif d'encloisonnement au moins I60 (qualité de résistance au feu isolante 60 minutes) adapté aux dimensions de l'appareil. Parallélépipédique, l'enveloppe n'est ouverte que sur une face, celle accueillant l'appareil. A minima, les postes de charge sont adossés à une cloison au minimum I 60.

Les postes de charge sont positionnés en veillant, en cas de sinistre et notamment de torchère, à préserver la praticabilité des dégagements (sanctuarisation des dégagements).

Les postes de charge sont isolés par une distance libre de toute matière combustible au minimum de 5 m.

La charge des batteries est réalisée uniquement durant les temps de présence du personnel.

Les stations de charge sont équipées d'un arrêt d'urgence de type « coup de poing » assurant leur isolement électrique.

Le positionnement des RIA doit permettre l'atteinte facile et sans obstacle des postes de charge par deux jets.

En cas de sinistre l'exposition et la sécurisation des personnels de l'établissement doit être maîtrisée en assurant l'isolement électrique des appareils, en prenant en compte l'enchaînement rapide et dangereux des séquences déformation – dégagement de fumées - torchère ainsi que la toxicité accrue des fumées d'un incendie intéressant des batteries contenant du lithium.

Une procédure est établie et un emplacement de mise en quarantaine défini pour tout appareil défectueux et présentant un risque d'emballement thermique. L'emplacement doit permettre la rétention des écoulements et des eaux de refroidissement ou d'extinction. Il doit offrir une résistance au feu REI de degré adapté au risque (minimum 60 minutes) ou un isolement par la distance d'au minimum 10 m. Cette distance peut être majorée par les données du constructeur (longueur de torchère) afin de limiter les flux thermiques sur les structures avoisinantes à 8 kW/m², seuil des effets dominos. Dans les deux cas les risques d'effets missiles doivent être considérés. Un contenant de taille réduite, spécifique aux risques (vapeurs inflammables, incendie, effets missiles, écoulements...), peut convenir pour une batterie seule ou un appareil de petite taille.

En cas d'immobilité d'une batterie lithium-ion présentant un dysfonctionnement ou d'un appareil en étant équipé, établir une procédure de mise en oeuvre de moyens de secours adaptés en fonction de l'évolution de l'évènement. La procédure comprend :

- l'éloignement maximum de tout autre appareil et matière combustible;
- en début d'emballement thermique, assurer autant que possible un refroidissement par aspersion d'eau (sprinklage type ESFR, robinet d'incendie armé-RIA) ou par immersion totale dans un bain d'eau;
- en absence de refroidissement possible, limiter les effets du sinistre sur son environnement selon les dimensions de l'élément à l'origine, par l'utilisation d'extincteurs à la vermiculite, de couvertures anti-feu, de dispositifs présentant la qualité I15 (isolante 15 minutes) de type cloisons mobiles, afin de notamment limiter les effets d'une torchère;

L'exploitant met en place des solutions de surveillance par l'acquisition de matériels adaptés (notamment caméra thermique portable) des appareillages impactés ou leur prise en charge par une société spécialisée, dans le cadre d'un plan de continuité d'activité et afin d'engager le retour à la normale de l'exploitation.

Sauf justification reposant sur une analyse des risques au poste de travail, un équipement de protection individuelle (EPI) oculaire et respiratoire (protection faciale complète) est disponible pour l'employé cariste affecté à l'extraction et à la mise en quarantaine d'un module ou d'une batterie identifiés comme défectueux et présentant un risque d'emballement thermique. Les spécificités de l'EPI sont à définir avec le fabricant des cellules lithium-ion et selon la nature des gaz et fumées potentiellement rejetés

CHAPITRE 5.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 5.5.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions sont notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.5.2 Rétentions et confinement

Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- 50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

CHAPITRE 5.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 5.6.1 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'extension de l'usine, l'exploitant organise :

- un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans ;
- un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

CHAPITRE 5.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 5.7.1 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 5.7.2 Ressources en eau

En complément des dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2010, l'exploitant respecte les dispositions des articles 5.3.5 à 5.3.8 du présent arrêté (nombre de R.I.A., système d'immersion des modules ou packs, extinction automatique dans les enceintes fermées, système d'extinction de la zone de quarantaine, etc...).

L'exploitant transmet annuellement au SDIS et à l'inspection des installations classées un relevé des débits et pressions des hydrants du site. Le relevé comporte également, par réseau si besoin, une mesure simultanée des débits et pressions de 3 hydrants dont un au moins étant positionné défavorablement le cas échéant.

Compte tenu de la présence d'hydrants ayant une pression dynamique supérieure à 6 bars, L'exploitant met en outre à disposition des équipes d'intervention du SDIS au moins trois limiteurs de pression et ce dès leur arrivée sur site. L'exploitant s'assure auprès du SDIS de la conformité et de l'utilisabilité du modèle envisagé.

Article 5.7.3 Plan de défense incendie

L'exploitant constitue un plan de défense incendie comprenant notamment :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les fonctionnalités d'alimentation et de mise sous pression du réseau de poteaux incendie (château d'eau, capacité, pompe relevant la pression...) ainsi que les conditions de mise en échec et modalités afférentes de dépannage le cas échéant ;
- les modalités d'accueil du service d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles visant à faire évacuer les véhicules susceptibles de gêner l'intervention des services de secours et d'incendie. En particulier, sont précisées les procédures d'ouverture de l'ensemble des portails externes/internes, de libération des voies de circulation afin de permettre une circulation aisée sur l'intégralité du site, ainsi que le déverrouillage de l'ensemble des accès afférents à une cellule concernée par un sinistre ainsi qu'aux cellules adjacentes ;
- le Dossier Technique Amiante « DTA ». Ces informations sont retranscrites de façon synthétique et opérationnelle sous la forme de plans facilement lisibles et exploitables, présents aux dossiers d'intervention remis au service d'incendie et de secours à son arrivée lors d'un sinistre ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des bacs de traitement, des différents stockages et des murs coupe-feu ;
- les plans des réseaux et des voiries engins dédiées à l'intervention du service d'incendie et de secours ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux et des zones de quarantaine ;
- le plan d'évacuation (cheminement) des équipements/matériels susceptibles d'être soumis à un phénomène d'emballement thermique.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie intègre les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens des façades Est et Ouest du bâtiment L après avoir vérifié par des essais à la plaque ou de déflexion le cas échéant, la capacité à recevoir ces moyens sur les zones enrobées situées au droit de ces façades.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis à l'inspection des installations classées et au service d'incendie et de secours.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de défense d'un incendie, en heures non ouvrées, l'exploitant prévoit le nombre d'agents permettant d'assurer l'ensemble des tâches, dont les mises en sécurité. A cet effet, l'agent en charge d'évacuer le matériel soumis à un phénomène d'emballement thermique ne peut en parallèle assurer la mise en sécurité des installations et précéder à l'appel puis à l'accueil des secours.

L'évacuation du matériel soumis à un phénomène d'emballement thermique est assurée sans délai et dès détection.

TITRE 6 – DECHETS

CHAPITRE 6.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 6.1.1 Limitation de la production des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L.541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

6° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Article 6.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-128-1 à R.543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R.543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R.543-195 à R.543-200 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique, conformément aux articles R.543-225 à R.543-227 du code de l'environnement.

Article 6.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage interne des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ou valorisés ne dépasse pas un an.

Article 6.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 6.1.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 6.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-63 et R.541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.1.7 Auto surveillance des déchets

Article 6.1.7.1 Auto surveillance

Conformément aux dispositions des articles R.541-42 à R.541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;

- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Article 6.1.7.2 Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Article 6.1.8 Epandage

Les épandages sont interdits.

TITRE 7 – PREVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GENERALES

L'activité du site est réalisée du lundi au samedi, de 5 à 21 heures.

Article 7.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 7.2.1 Niveaux acoustiques

Article 7.2.1.1 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 7.2.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	1.1 PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	1.2 PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en dB(A)	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 7.2.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service industrielle de l'extension bâtementaire puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'autorité préfectorale, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'autorité préfectorale dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 8 – ECHEANCES

Articles	Types de mesure à prendre	Date d'échéance
5.3.11.	Transmission à l'inspection des installations classées et au SDIS des dispositions passives ou dynamiques prises pour limiter les risques de propagation d'incendie	Avant la mise en service industrielle de l'activité au bâtiment L
5.7.3.	Transmission à l'inspection des installations classées de la mise à jour du plan de défense incendie	Un mois avant la mise en service industrielle des activités d'assemblage de cellules
7.2.1.3.	Contrôle de la situation acoustique	Six mois après la mise en service industrielle des activités d'assemblage de cellules

TITRE 9 – DISPOSITIONS FINALES

Article 9.1 Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 9.2 Information des tiers

Pour l'information des tiers cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimum de quatre mois.

Article 9.3 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le - 7 MARS 2025

Pour la préfète, et par délégation,
le secrétaire général



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Table des matières

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	4
CHAPITRE 1.3 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE.....	6
CHAPITRE 1.4 REGLEMENTATION.....	8
TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT.....	8
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	8
CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES.....	9
CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE.....	9
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PREvenu.....	9
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	9
CHAPITRE 2.6 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	9
CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	10
CHAPITRE 2.8 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION.....	11
CHAPITRE 2.9 BILANS PERIODIQUES.....	11
TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	11
CHAPITRE 3.1 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	12
CHAPITRE 3.2 CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS.....	13
CHAPITRE 3.3 AUTO SURVEILLANCE DES REJETS ET PRELEVEMENTS.....	14
TITRE 4 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES.....	15
CHAPITRE 4.1 DISPOSITIONS GENERALES.....	15
CHAPITRE 4.2 SUBSTANCES ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT.....	16
TITRE 5 – PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	18
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	18
CHAPITRE 5.2 GENERALITES.....	19
CHAPITRE 5.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES POUR LES ACTIVITES EXERCEES DANS LE BATIMENT L.....	21
CHAPITRE 5.4 DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS.....	25
CHAPITRE 5.5 DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	29
CHAPITRE 5.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	30
CHAPITRE 5.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	30
TITRE 6 – DECHETS.....	32
CHAPITRE 6.1 PRINCIPES DE GESTION.....	32
TITRE 7 – PREVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES.....	34
CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GENERALES.....	34
CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	35
CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS.....	35
TITRE 8 – ECHEANCES.....	35
TITRE 9 – DISPOSITIONS FINALES.....	36